

ADR : une difficile mutation

La démocratie parlementaire donne parfois naissance à des mouvements politiques originaux. Ce fut le cas en France, avec la création de Chasse, pêche, nature et traditions (CPNT) qui réussit à articuler la frustration d'un monde rural français, très localisé dans le Sud-Ouest. La raison avancée ? Une technocratie bureaucratique européenne, relayée par les pouvoirs parisiens et totalement étrangère aux us et coutumes réputés séculiers d'une France « profonde », provinciale. De quel droit, en effet, des hauts fonctionnaires suédois, irlandais ou grecs peuvent-ils régler la chasse de tel ou tel gibier dans les confins landais ? Ou bien ce lobby pro-voiture qui arriva à se faire représenter au Conseil national helvétique ?

A côté donc des partis aux programmiques classiques – communisme parlementaire, social-démocratie, écologistes, libéraux, chrétiens-démocrates, voire populistes de droite –, des listes souvent éphémères font leur entrée fracassante dans l'arène politique. Tribunitiennes, elles partent en guerre contre des privilèges réels ou supposés de certaines catégories sociales ou professionnelles. Leurs luttes peuvent également se concentrer sur une revendication précise, crevant ainsi l'abcès de frustrations populaires jusqu'alors peu verbalisées ou ignorées par la classe politique dirigeante.

Mais le système parlementaire est joueur. Une fois élu-e-s, ces représentant-e-s d'une cause unique doivent se soumettre, d'une manière ou d'une autre, au jeu de la démocratie parlementaire. Ces néophytes issus de l'antisystème doivent siéger dans les commissions thématiques, se partager le travail, prendre la parole sur les sujets les plus divers et totalement étrangers à leur cause d'origine. Ils comprendront au plus tard lors de leur premier débat budgétaire – s'ils veulent conserver un minimum de crédibilité imposée par les

médias – qu'ils ne pourront se confiner à leur seul fonds de commerce. Peu à peu, l'initiative construit son appareil, engage des permanents, se dote d'organes dirigeants. Bref, elle développe une vie partisane et une raison d'être singulière. Elle doit survivre politiquement et participer à toutes sortes de scrutins et proposer des réponses à des questions qu'elle ne s'était pas posée auparavant. Lorsque le dentiste Henri Hosch se présenta aux élections communales à Mamer dans le but de stopper la construction d'un dépôt d'ordures et fut élu au poste de bourgmestre, il ne pouvait faire l'impasse sur les obligations relatives à son mandat : entretien de la voirie, politique scolaire, urbanisme, etc.

Le cas de l'ADR témoigne de ce genre d'évolution. Après 17 années d'existence, il a connu sa première défaite électorale aux législatives de 2004 et, dans la foulée, sa deuxième aux communales de 2005. Cet électrochoc réveilla ses membres dirigeants, qui sont en grande partie les mêmes qu'au début. Pour la plupart des déçus de la droite traditionnelle, ils ont très tôt ajouté à leur populisme antifonctionnaires le créneau d'une xénophobie discrète mais latente et se complaisent dans la pose des dénonciateurs d'une monarchie des « coquins et des copains ». Les dirigeants de l'ADR

David
Wagner

Les dirigeants de l'ADR ont beau se défendre de toute proximité d'avec l'extrême droite, voire même de la droite populiste. Les médias et les autres partis politiques les y ont cantonnés.

IST DIE LUFT RAUS?



ont beau se défendre de toute proximité d'avec l'extrême droite, voire même de la droite populiste. Les médias et les autres partis politiques les y ont cantonnés. Mais ils ne sont pas les seuls : un certain électorat n'a pas besoin d'analyses approfondies pour identifier le caractère droitier de l'ADR et de le soutenir en toute connaissance de cause. Toutefois, le positionnement définitif de l'ADR sur l'échiquier politique – c'est-à-dire à la droite du CSV – n'est pas encore réalisé. Si l'acheteur est bel et bien là, le produit est en cours de finition.

Hormis le cas du député rebelle « gauchisant » Aly Jaerling, que nous n'évoquerons pas dans cet article, les dirigeants de l'ADR sont conscients de la voie électorale potentielle qui s'ouvre à eux. Il en va de même, et peut-être même plus, des jeunes loups – à l'instar du secrétaire de groupe, Timon Oesch – qui attendent leur heure. Si les défaites électorales récentes – peut-être faudrait-il d'ailleurs relativiser ce terme et considérer les derniers résultats électoraux comme un phénomène de saturation épisodique – ont indéniablement eu leur effet et provoquèrent une remise en cause du parti, une refondation paraissait inévitable.

En effet, le Luxembourg est en train de changer plus rapidement qu'à l'accoutumée. Perte de vitesse économique, montée du chômage, austérité budgétaire annoncée, les problèmes du Grand-Duché rejoignent peu à peu ceux des voisins. Et c'est justement dans ce contexte de peur du lendemain et de la sécurité professionnelle que l'Etat décide de serrer la vis aux embauches

au sein de la fonction publique. Or, la carrière publique, surtout les catégories inférieures ou moyennes, constituait traditionnellement la dernière soupape de repêchage professionnel.

Emerge alors un grand paradoxe : la convergence entre la Confédération générale de la fonction publique (CGFP) et l'ADR sur un point cher à ce dernier, à savoir la défense de l'identité nationale. Si le thème de l'identité nationale relève auprès de la CGFP peut-être plus de l'option stratégique, l'ADR en fait, dans le cadre de sa mutation annoncée, l'épine dorsale de sa programmation. D'ailleurs, Lucien Blau, historien spécialiste de l'extrême droite luxembourgeoise, affirme que le thème de l'identité nationale constitue le fondement du corpus idéologique de cette dernière – ce qui n'est pas forcément une évidence dans d'autres pays. On peut en effet considérer que la peur de la perte de cette identité est beaucoup plus ressentie par des populations de « petites » nations ou de celles dont l'existence même a souvent été remise en question par des voisins plus puissants. D'où – pour schématiser – un scepticisme du fonctionnaire luxembourgeois à l'égard de l'internationalisation de son pays, de la construction européenne et, par conséquent, du démantèlement de l'autre forteresse qu'est la fonction publique. En toute logique, l'ironie de l'histoire pourrait faire de l'ADR « le » parti du fonctionnaire. L'ébauche du nouveau programme que l'ADR doit faire adopter à sa base lors d'un congrès évite d'ailleurs de s'en prendre à la fonction publique. Au contraire, il la drague à demi-mots, tout en évoquant, comme par obligation ou résultant certainement d'un compromis interne, des points fondamentaux tels que l'efficacité de l'administration publique. Dans ce sens, l'ADR semble tiraillé entre ceux qui espèrent un rapprochement avec cet électorat potentiel et les gardiens du temple foncièrement hostiles aux fonctionnaires. Mais rien n'est encore gagné. D'après la récente étude sur les élections législatives et européennes de 2004, l'électorat de l'ADR est encore majoritairement constitué d'indépendants, d'agriculteurs, d'employés privés, voire d'ouvriers (dans le sud du pays, mais il est loin d'en détenir le monopole). La fonction publique l'a boudé en 2004. On ne fait pas disparaître si facilement d'anciens ressentiments.

Une tendance tente donc de faire de l'ADR, parti d'une plate-forme électorale, le parti de la droite populiste classique qui aurait troqué son combat pour la justice des retraites contre celui de l'identité nationale. Cette tendance entend bien enraciner l'ADR sur ce terrain qu'il n'occupe encore que partiellement. Mais la mutation mal engagée de l'ADR – les membres ont refusé de changer le sigle – n'est pas propice à effacer des mémoires les origines du mouvement. Un renouveau tel que les dirigeants de l'ADR l'espèrent ne peut se satisfaire de demi-mesures, sous peine de frustrer et les rénovateurs et les traditionalistes.

Mais la mutation mal engagée de l'ADR – les membres ont refusé de changer le sigle – n'est pas propice à effacer des mémoires les origines du mouvement.
